

Communiqué du 12 Avril 2023 Contre la Répression et pour la Solidarité – CRS 26

La répression déclenchée par le gouvernement depuis le 16 Mars nous replonge brutalement dans une situation que nous avons déjà dénoncée de nombreuses fois depuis le début du mouvement social des gilets jaunes.

A partir de l'annonce du 49.3 à l'Assemblée Nationale, partout en France, les actes de répression policière et judiciaire à l'encontre des militant.es et manifestant.es se sont multipliés.

Notre territoire Valentinois et Drômois ne fait pas exception.

- A Valence, à chaque rassemblement depuis le 18 mars, la police a arrêté des personnes, majoritairement des jeunes, dont la plupart sont poursuivis pour le seul fait de 'dissimulation du visage', alors qu'aucune infraction n'a été commise.
- 5 personnes ont passé 48 heures en garde à vue sans que la police n'ait fourni de preuves contre elles.
- Un enfant de 13 ans, assis dans un arbre pendant la manifestation du 28 mars a reçu un palet de lacrymo (blessé à 1 cm de l'oeil et brûlures à la poitrine).
- Les contrôles d'identité ciblant les militant.e.s ont eux aussi repris massivement, comme celui qui a touché une dizaine de personnes devant l'immeuble où se tenait une réunion publique de la députée Renaissance à Valence, ou lors d'un tractage sur un rond point.
- Un militant syndical connu localement a subi une perquisition à son domicile suivie d'une garde à vue. Il est toujours dans l'attente des suites que la police et la justice donneront à son dossier.

Ces arrestations et intimidations, nombreuses et disproportionnées, résultent d'une stratégie au plus haut niveau de l'État visant à étouffer dans la violence physique et juridique toute contestation populaire.

En témoignent les dénonciations d'institutions internationales (Conseil de l'Europe, Amnesty International, Ligue des droits de l'homme...) à l'égard de la France. En témoigne également la création d'un collectif de magistrats et d'avocats réunis pour prendre en charge au plus vite les centaines de plaintes déposées pour "usage excessif de la force".

Nous, syndicalistes, membres de partis politiques, membres d'associations ou militant.e.s dans des collectifs, sommes extrêmement préoccupés par la situation. Les libertés de réunion, d'expression, de rassemblement et de manifestation avaient déjà été largement entamées lors des mouvements sociaux précédents. Mais nous considérons qu'un nouveau cap est franchi avec l'élargissement de la répression à la jeunesse, aux militant.es écologistes et aux syndicalistes. Nous rejoignons par là les associations qui dénoncent ces actes d'intimidations et d'atteinte à nos libertés les plus fondamentales.

Action Collective Antifasciste de Valence, ASTI Romans, ASTI Valence, CNT Drôme, Collectifs de Gilets Jaunes, Colleuses de Valence, Europe Écologie Les Verts Valence, FSU 26, France insoumise Valence, LDH 26, NPA Valence, Parti Communiste Français Valence, Ricochets.cc, SNUDI FO 26, Arrêt du nucléaire 26 07, Solidaires 26 07, Sud Culture 26 07, Sud Éducation 26, Witch Bloc Valence